

PHILIPPE VILLEMUS - OLIVIER TORRES

LES POINTS FORTS DE L'AGGLOMÉRATION POUR RÉSISTER À LA CRISE

La crise mondiale n'épargne pas l'économie de l'Agglomération. Mais les entreprises du territoire peuvent résister, avec l'appui des collectivités locales, dont l'Agglomération de Montpellier. Deux économistes, Philippe Villemus et Olivier Torres, nous livrent leurs analyses croisées. Passionnant.



DANS QUELLE MESURE NOTRE ÉCONOMIE LOCALE EST-ELLE ATTEINTE PAR LA CRISE MONDIALE ?

Philippe Villemus : Cette crise est gravissime. Aucun territoire n'y échappe. Cela dit, notre économie locale a des spécificités, habituellement considérées comme des faiblesses, qui peuvent se révéler être des forces. D'abord, le poids des services, qui représentent les trois quarts des emplois dans la région, nous expose moins à une brusque montée du chômage. Ce sont les industries lourdes, comme l'acier et l'automobile, qui licencient en masse... Par ailleurs, nous avons une économie de petites et moyennes entreprises, qui créent des emplois, alors que les grands groupes français du CAC 40 les détruisent en délocalisant.

Olivier Torres : Nous sommes touchés, mais nous avons un atout : un grand nombre de PME et TPE (Très Petites Entreprises), dont les capacités de réaction sont plus grandes. Mais leur avantage risque d'être de courte durée, car si elles sont plus agiles à court terme, elles sont aussi plus fragiles à long terme. Si la crise persiste, les PME et TPE souffriront aussi, à cause de leurs problèmes de trésorerie et de l'insuffisance des capitaux propres.

Y-A-T-IL DES SECTEURS QUI SONT ÉPARGNÉS ?

P.V : Tous les secteurs sont touchés, mais à différents degrés. Les services de proximité, comme les coiffeurs, les plombiers, le seront évidemment moins, et ils sont nombreux ici. Dans le Languedoc, le tourisme devrait s'en tirer également, car nous sommes positionnés sur un tourisme de masse, dont les prix restent accessibles aux classes moyennes.

O.T : Paradoxalement, des secteurs comme les loisirs et le divertissement tirent leur épingle du jeu en période de crise. Les gens veulent oublier la morosité ambiante. Mais à part dans ces domaines à portée restreinte, la crise semble générale avec des secteurs plus particulièrement touchés, notamment ceux qui concernent les biens de renouvellement comme l'automobile. Les consommateurs peuvent reporter leurs décisions d'achat.

**« Avec la crise, les Régions et les Agglomérations deviennent les lieux privilégiés de l'action publique »
Olivier Torres**

PHILIPPE VILLEMUS

- Vit à Cournonsec
- Essayiste, conférencier, enseignant à Sup de Co Montpellier, chroniqueur à Midi Libre et France Bleu Hérault, auteur de plusieurs ouvrages dont :
 - « Qui est riche ? - La vérité sur les riches, les pauvres et les autres... », Eyrolles, 2007.
 - « Délocalisations : Aurons-nous encore des emplois demain ? », Le Seuil, 2005.
 - « De Krach en crise - L'Europe est-elle condamnée au déclin ? », Le Seuil, 2004.

**LA CRISE DU CRÉDIT TOUCHE-T-ELLE
AUSSI LES ENTREPRISES INNOVANTES ?**

P.V : La crise du crédit touche tout le monde, les particuliers, les entreprises, même les entreprises innovantes, qui ont besoin de lever des fonds auprès de capitaux-risqueurs. Les investisseurs sont très frileux. La perte de confiance dans l'avenir est terrible.

O.T : Plusieurs mesures nationales visent à aider les entreprises innovantes. Dans notre Agglomération, deux fonds de proximité agissent sur le terrain (MELIES et SUD ANGELS) et font du très beau travail de mise en réseau. Mais il est clair que la responsabilité principale incombe aux réseaux bancaires. Comment les acteurs financiers locaux vont-ils réagir dans les mois prochains ? Cela reste encore une inconnue.

« La crise peut accélérer le projet de la grande Agglomération, dont j'ai toujours pensé qu'elle était une opportunité pour notre économie »

Olivier Torres

DANS QUELLE MESURE LES COLLECTIVITÉS, COMME L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, QUI AVANCE LES TRAVAUX DE LA LIGNE 3, PEUVENT-ELLES AMORTIR LA CRISE ?

P.V : L'anticipation d'investissements peut être un très bon « amortisseur », comme vous dites. Je regrette d'ailleurs que la ligne TGV Nîmes-Perpignan n'ait pas été retenue par le gouvernement parmi les grands travaux d'infrastructures du plan de relance. Précisons qu'ici, à Montpellier, nous sommes servis par une croissance démographique très forte qui joue un rôle moteur pour les investissements des collectivités. C'est parce que la population augmente que l'Agglomération construit de nouvelles lignes de tramway, de nouvelles médiathèques, de nouvelles piscines...

O.T : Il y a deux voies : d'une part, l'accélération de la politique des grands travaux, ce qui créera un effet d'entraînement sur toute l'économie du territoire et d'autre part, la réduction des délais de paiement. Imaginons que toutes les collectivités et les organismes publics décident de réduire leurs délais de paiement de 60 à 30 jours, il y aurait immédiatement un effet global sur notre économie locale.

OLIVIER TORRES

■ Vit à Lavérune

■ Normalien, spécialiste des PME, enseignant-chercheur à l'Université de Montpellier - Sud de France, Vice-président du European Council for Small Business et d'AIREPME (Association Internationale de Recherche en Entrepreneuriat et PME), auteur de plusieurs ouvrages, dont :

- « Les Très Petites Entreprises, un management de proximité », en collaboration avec Annabelle Jaouen de Sup de Co Montpellier, Lavoisier, 2008.
- « La guerre des vins, l'affaire Mondavi », Dunod, 2005

PENSEZ-VOUS QUE CETTE CRISE ANNONCE LE RETOUR DE LA PUISSANCE PUBLIQUE DANS L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ ?

P.V : Effectivement, on est aujourd'hui dans des instruments de relance classiques, par les investissements et la consommation. Je pense qu'on pourrait aller plus loin dans la relance de la consommation pour les plus bas revenus. Le problème de la France, aujourd'hui, c'est qu'elle n'est plus maîtresse de sa politique monétaire, qui est faite par une Banque Centrale Européenne Indépendante. Je suis pro-européen, mais j'ai bien conscience qu'il y a là un problème.

« Je regrette que la ligne TGV Nîmes-Perpignan n'ait pas été retenue par le gouvernement parmi les grands travaux d'infrastructures du plan de relance »

Philippe Villemus

O.T : Non, je ne crois pas. Ce qui bouge en revanche, ce sont les formes de l'action publique. L'Etat central a du mal à susciter les processus d'innovation, alors que les Régions et les Agglomérations deviennent les lieux privilégiés de l'action publique. Cette décentralisation s'accompagne d'un interventionnisme dynamique de la part des territoires, en faveur d'une compétitivité fondée sur l'innovation et la recherche. C'est ce que j'appelle un « néo-colbertisme territorial ».

Y-A-T-IL DU POSITIF DANS CETTE CRISE ?

P.V : Non ! Cette crise est due à la spéculation, aux dérives d'une économie trop financiarisée.

Elle n'est pas due à une innovation, elle n'a donc rien de positif. A chaque fois qu'une bulle spéculative éclate, elle est suivie d'une dépression, et à chaque fois, nous laissons des gens au bord de la route et nous nous endettons. Quand je vois des gens qui perdent leur emploi, la pauvreté qui augmente, je ne vois rien de positif.

O.T : Oui, à condition que les forces vives de notre territoire trouvent les voies de l'intelligence collective et du projet commun. La crise peut accélérer le projet de la grande Agglomération, dont j'ai toujours pensé qu'elle était une opportunité pour notre économie. La crise peut aussi inciter les réseaux consulaires à mieux s'organiser et se coordonner. Le vrai grand projet serait de faire une grande CCI métropolitaine avec Sète, Montpellier et Nîmes. Campus rentre aussi dans cette problématique des « grandes proximités » qui permettront à nos centres de recherche d'atteindre une meilleure visibilité à l'échelle internationale. ♦

